



# L'Internationaliste

*"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"*

## Un gouvernement de combat...



N°141 - Avril 2014 - 2 euros

## contre les travailleurs !

**Groupe Socialiste Internationaliste**  
Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

## Un gouvernement de combat contre les travailleurs

« Le choix de Valls, c'est peut-être la grande clarification de l'orientation de la politique de Hollande », a affirmé Jean-Pierre Raffarin, ancien premier ministre de Chirac, tout en précisant que « c'est une orientation qui ne peut pas déplaire aux gens du centre et de la droite ». L'UMP Patrick Devedjian s'est lui aussi félicité de ce « coup de barre à droite » tout en rappelant qu'« il avait même été envisagé [que Valls] puisse être un ministre d'ouverture avec Nicolas Sarkozy ». Ainsi, comme l'a affirmé Hollande lors de son allocution du conseil des ministres du vendredi 4 avril, il s'agit d'aller plus vite et plus loin dans les contre-réformes.

Lors de sa première intervention publique en tant que ministre des finances et des comptes publics, Michel Sapin a été beaucoup plus clair que François Hollande lundi soir. Interrogé au sujet du déficit public que la France s'apprête, comme chaque année, à discuter avec Bruxelles, il a d'abord expliqué en bon ministre des finances respectueux de la gouvernance budgétaire européenne que « les objectifs sont des objectifs que nous tiendrons, ça fait partie du cap et il n'est pas question de changer de cap ». Mais il a aussitôt ajouté que « c'est le chemin, c'est le rythme lui-même qui sera discuté dans un intérêt commun ».

La France a déjà obtenu l'an dernier un délai de deux ans, jusqu'à la fin 2015, pour parvenir à 3% de déficit public. Mais avec un déficit équivalent à 4,3% du PIB en 2013, supérieur à l'objectif de 4,1% auquel s'était engagé le gouvernement, la possibilité de passer sous la limite européenne de 3% à la fin 2015 s'éloigne.

Mais voilà, Bruxelles se veut inflexible et la Commission qui a placé la France sous surveillance renforcée début mars lui demande de prendre des mesures d'urgence pour éviter un dérapage du déficit. Le nouveau gouvernement a donc confirmé qu'il mettrait bien en place le programme de 50 milliards d'euros d'économies d'ici à 2017. Du point de vue de la bourgeoisie, le gouvernement Hollande-Valls n'a pas le choix, il doit aller plus vite et

plus loin dans sa politique anti-ouvrière et surtout il doit frapper plus fort !

### Les projets réformistes finissent toujours par se ranger du côté de la bourgeoisie

Dans cette période de crise profonde du capitalisme, la résistance des travailleurs oblige les uns et les autres à se positionner. Or, l'évolution du PS - qui est aujourd'hui un parti bourgeois - est la preuve éclatante que les projets réformistes finissent toujours par se ranger du côté de la bourgeoisie. Cela n'empêche pas PCF, PG, NPA et cie de s'inscrire dans une perspective néo-réformiste... Tous ceux qui empruntent le chemin des élections européennes dans une perspective d'humanisation du capitalisme - y compris sous couvert d'anticapitalisme comme le fait le NPA - subiront la sanction et la colère des travailleurs. Aucune de ces organisations ne s'opposent réellement à l'Europe capitaliste et toutes défendent, au delà des rododromes gauchisantes, des projets néo-réformistes.

Ainsi, alors que le gouvernement Hollande - Valls est un gouvernement de combat contre les travailleurs, les initiateurs de la manifestation du 12 avril (FG, PCF, PG, NPA) refusent d'appeler à la grève générale, pour un gouvernement par et pour les travailleurs. De même, ils refusent de lier la question du Pacte de responsabilité à l'exigence de l'annulation de la dette. Et pour cause, exiger l'annulation de la dette, qui est à 100 % illégitime, implique le rejet de tous les traités européens et de l'UE capitaliste. S'inscrivant tous dans une perspective de gestion du capitalisme, ils rejettent la seule et unique perspective réelle pour les travailleurs : les Etats Unis Socialistes d'Europe.

### La « gôche » et l'extrême « gôche » tentent de sauver les meubles

D'après l'Humanité, qui s'en félicite, « la marche du 12 avril devrait compter parmi ses participants le leader de la coalition de la gauche radicale grecque Syriza et candidat

à la présidence de la Commission européenne présenté par le PGE ». Alexis Tsipras, le leader de la soi-disant gauche radicale Syriza, qui dans un entretien à l'AFP daté du 4 avril réaffirme sa volonté de réformer l'Europe capitaliste pour la sauver de la crise. Pour lui, « sans un new deal européen, un nouvel accord de financement des investissements pour promouvoir la croissance, l'emploi et la protection sociale », l'Europe capitaliste ne va pas s'en sortir.

La manifestation du 18/03, avant le premier tour des municipales, a été imposée par les travailleurs contre la volonté des bureaucrates syndicaux ; l'appel à la marche du 12/04 émane, quant à lui, d'organisations néo-réformistes qui ont toutes subi une défaite cinglante lors de ces municipales. Cet appel émane directement de la bureaucratie syndicale et politique que nous combattons. Pour notre part, nous ne confondons pas la lutte contre la bureaucratie syndicale, au service du gouvernement Hollande - Valls, avec la tentative d'instrumentaliser le rejet de la politique d'austérité, qui s'est traduit par une abstention ouvrière consciente.

Avec la marche du 12 avril, la bureaucratie syndicale et politique de "gôche" et d'extrême "gôche" tente, tout simplement, de sauver sa peau en organisant une manifestation de diversion qui vise à canaliser la colère des travailleurs dans une perspective électoraliste et institutionnelle. Ce qui unit ces organisations de "gôche" et d'extrême "gôche", c'est leur défaite électorale infligée par l'abstention des travailleurs et la volonté de sauver leurs boutiques électorales.

Comme l'a affirmé Henri Emmanuelli, après ces élections « le Parti Socialiste n'existe plus ». Alors nous posons la question : qui seront les prochaines victimes de la colère des travailleurs et du rejet des politiques pro-capitalistes ? Qui seront les prochaines victimes de l'abstention ouvrière et populaire ?

### L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE  
(adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : [contact@gsi-litqi.org](mailto:contact@gsi-litqi.org) - Site Web : <http://www.gsi-qi.org/>  
Clôture rédactionnelle le 6 Avril 2014 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Relecture : C. BOISSON.  
Dépôt légal à la parution - ISSN n°2268-0705

Imprimé par COREP - 89 rue de Tolbiac 75013 PARIS - France

## Que se passe-t-il en Ukraine ?

Par Mathieu

Depuis le mois de novembre 2013, l'Ukraine se trouve au centre de l'attention internationale. Les grands médias présentent les événements de manière délibérément déformée car ils relayent les intérêts de leurs bourgeoisies respectives. La presse européenne et étatsunienne présente Poutine comme un dictateur qui se situerait, l'analogie n'est pas anodine, dans la continuité des tsars et de Staline. Les manifestants de Maïdan à Kiev représenteraient donc les aspirations légitimes d'un peuple qui veut la liberté, c'est-à-dire... l'Union européenne. Cette tendance s'est accentuée après l'annexion de la Crimée par la Russie à la mi-mars. D'ailleurs, dans les images des manifestations prorusses, on voit côte à côte des drapeaux rouges, des drapeaux russes et des statues de Lénine, comme pour laisser entendre qu'il y aurait une continuité entre la révolution d'Octobre et les aspirations expansionnistes de Poutine. De leur côté, les médias russes et les organisations staliniennes ou néostaliniennes se sont rangées derrière Poutine et ont dénoncé l'ensemble des manifestants de Kiev comme étant unanimement profascistes.

En réalité, la situation ukrainienne est très complexe et correspond à la combinaison de plusieurs facteurs internes, externes, économiques, sociaux et politiques. Cette situation, en même temps qu'elle pose un énorme défi aux travailleurs, soulève des questions théoriques suscitant d'importants débats entre les organisations qui se réclament du marxisme révolutionnaire. Dans une telle situation, quelle politique indépendante pour les travailleurs et la jeunesse doit être suivie ? Quelles ont été les conséquences de la réintroduction du capitalisme en Europe de l'Est et de l'éclatement de l'URSS ? Comment se pose la question nationale dans ces régions après la chute du mur de Berlin ? Quelle est la caractérisation de la Russie dans le cadre de la nouvelle division internationale du travail issue de la situation post-1989 ?

En dernière instance, toutes ces questions doivent servir à avancer dans ce qui est la tâche centrale des organisations et des militants marxistes : comment tracer un lien entre les aspirations et les revendications immédiates des travailleurs et des jeunes ukrainiens et la perspective du socialisme ?

Il faut commencer par rappeler que la situation actuelle de l'Ukraine correspond à une crise économique, sociale et politique. Cette crise généralisée est la combinaison de deux facteurs : premièrement la violente réintroduction du capitalisme après la chute de l'URSS en 1991 ; deuxièmement la nouvelle phase de la crise structurelle du capitalisme, qui a commencé en 2007 et entraîne les puissances impérialistes dans une fuite en avant pour s'approprier de nouveaux marchés.

### Une situation géographique particulière

La situation géographique de l'Ukraine est particulière. L'Ouest, où se situe la ville de Lviv, est majoritairement agricole. Dans cette partie du pays se trouvent de très importantes terres productrices de céréales. Les grands groupes agroalimentaires d'Europe occidentale veulent s'approprier cette région. L'Est, et plus particulièrement la région du Donbass où l'on trouve les villes de Donetsk et de Louhansk, est un bassin minier et industriel de grande dimension (40 % du PIB, 60 % des exportations). Les échanges commerciaux de cette région se font très majoritairement avec la Russie. La vallée du Dniepr, enfin, où se trouve Kiev, fait office de lien entre ces deux régions. C'est là que l'on trouve le centre politique et administratif du pays.

L'Ukraine occupe également une position stratégique de premier plan. Ce pays possède une large ouverture sur la mer Noire et plusieurs gazoducs reliant la Russie à l'Europe transitent par son territoire. C'est donc cette situation géographique privilégiée qui attise les appétits aussi bien des puissances impérialistes que de la Russie.

### Une situation sociale catastrophique

Depuis l'éclatement de l'URSS, la situation sociale de l'Ukraine s'est profondément dégradée. En 1991, le pays avait un niveau de vie par habitant comparable à celui de la Pologne. Vingt-trois ans plus tard, l'Ukraine figure parmi les trois pays les plus pauvres d'Europe, au niveau de l'Albanie et de la Moldavie. De plus, le pays a perdu près de 7 millions d'habitants depuis 1991, passant de 52 à 45 millions.



Cet appauvrissement est le résultat de plus de vingt ans de privatisations et de démantèlement de l'appareil productif au profit des grands groupes européens et russes. Ce processus de restauration du capitalisme a été engagé par d'anciens membres de la bureaucratie néostalinienne ukrainienne qui se sont transformés en nouvelle bourgeoisie, en oligarchie. Aujourd'hui, treize oligarques contrôlent l'économie du pays. Ils ont un poids déterminant dans les équilibres politiques.

### Une situation nationale héritée du stalinisme

Les convoitises des puissances impérialistes et de la Russie ainsi que les difficultés économiques auxquelles est confrontée la population ukrainienne viennent s'ajouter à une question nationale complexe héritée de la période du stalinisme. Les différents camps qui s'affrontent actuellement en Ukraine essaient de fomenter des tensions « nationalistes » entre les populations de l'Ouest ukrainophones et les populations de l'Est et du Sud russophones. Et dans ce contexte la Crimée occupe une place particulière.

Suite à la révolution d'Octobre, les bolcheviques avaient choisi d'accorder l'indépendance à l'Ukraine. À l'issue de la guerre civile, l'Ukraine indépendante s'était associée à la Russie soviétique. Toutefois, ce qui constitue aujourd'hui l'Ouest de l'Ukraine, région d'où viennent la plupart des militants de l'organisation d'extrême droite Svoboda, ne se trouvait pas à l'époque en Ukraine, mais en Pologne. C'est-à-dire que cette région n'a pas connu la révolution socialiste de 1917. Cette zone agricole, qui correspond à une partie de la région historique de Galicie, ne fut rattachée à l'Ukraine qu'après la Seconde

Guerre mondiale au terme de l'accord de Yalta-Potsdam.

En 1924, lorsque Staline et la caste qui le soutenait prirent le pouvoir en URSS, ils défendirent la théorie du socialisme dans un seul pays contre les thèses défendues par Lénine et Trotsky sur la question nationale. Staline mit fin à l'autonomie de l'Ukraine et procéda à la russification de cette république et plus particulièrement de la Crimée. À cette occasion, il déporta massivement les Tatars qui se trouvaient dans cette région. En 1954, Khrouchtchev, lui-même ukrainien, qui avait procédé à la « déstalinisation », redonna l'autonomie à la Crimée. C'est donc l'héritage du stalinisme qui conditionne aujourd'hui grandement la question nationale en Ukraine et en particulier en Crimée.

### Une négociation entre UE, Russie et oligarques

Les mobilisations qui ont éclaté en novembre 2013 sont donc la conjonction de plusieurs facteurs. Il y a, en premier lieu, l'appétit des puissances impérialistes et de la Russie, les premières cherchant à élargir leur zone d'influence tandis que la seconde cherche à préserver son pré-carré.

On trouve ensuite la crise sociale et la paupérisation de larges secteurs des masses. C'est ce qui est à la base des revendications de type démocratique qui ont émergé sur Maïdan à Kiev. À l'origine, les manifestants se sont mobilisés contre les oligarques et la corruption. Mais ces mobilisations ont gardé un caractère limité et n'arrivent notamment pas à s'élargir aux secteurs de la classe ouvrière qui se trouvent essentiellement à l'Est du pays. Au plus fort de la mobilisation, il y a eu 300 000 personnes venues de tout l'Ouest du pays, ce qui est peu par rapport à l'ensemble de la population.

À cela, on peut trouver plusieurs explications. En l'absence de parti révolutionnaire, ce sont les secteurs politiques les plus organisés qui ont pris la direction de la mobilisation. Ces organisations sont essentiellement les mêmes que celles qui avaient participé à la révolution Orange en 2004. Ce sont des organisations directement financées par les puissances impérialistes, Allemagne et États-Unis en premier lieu. Ces organisations ont dévié les revendications démocratiques initiales pour les réorienter vers des mots d'ordre pro-impérialistes (adhésion à l'UE et à l'Otan contre la Russie de Poutine) et chauvins autour de la question identitaire ukrainienne. Parmi ces organisations, on trouve notamment des nostalgiques de Stepan Bandera, ancien Waffen-SS ukrainien pendant la Seconde

Guerre mondiale. On trouve aussi le mouvement de Ioulia Timochenko, jetée en prison pour corruption.

En agissant de la sorte, ces organisations politiques cherchaient surtout à empêcher que des revendications sociales et politiques surgissent et permettent la jonction avec les secteurs de la classe



ouvrière située majoritairement à l'Est. En effet, un des éléments marquants de la situation ukrainienne est que la classe ouvrière de ce pays ne s'est pas mobilisée contre Ianoukovitch, alors que les mineurs et les ouvriers s'étaient massivement mis en grève dans les années 1990 contre les licenciements et les privatisations de leurs entreprises. Là aussi plusieurs facteurs explicatifs doivent être avancés : les travailleurs n'ont aucun intérêt à manifester pour se rapprocher de l'UE puisque celle-ci promet le démantèlement de ce qui reste de l'appareil industriel dans l'Est du pays. Par ailleurs, les syndicats présents dans la région du Donbass collaborent étroitement avec les oligarques qui possèdent mines et usines sidérurgiques.



La chute de Ianoukovitch correspond surtout au fait qu'il ne défendait plus les intérêts ni des oligarques ni de la Russie et encore moins des puissances impérialistes. Le changement de régime à Kiev exprime un nouveau rapport de force entre les puissances impérialistes et la Russie. La poignée d'oligarques qui contrôle le pays sont pragmatiques et soutiendront le personnel politique qui sert le mieux ses intérêts. Dans ce contexte, la Russie de Poutine a organisé une mascarade de référendum en Crimée qui lui a permis

l'annexion de ce territoire stratégique pour elle. Le prétexte utilisé par Moscou a été la mesure prise par Kiev d'interdire la pratique du russe dans cette région. Mais on sait qu'en sous-main, la Russie et les puissances impérialistes sont en train de négocier leur zone d'influence respective sur l'Ukraine. L'issue de ces discussions peut même être un partage à l'amiable sans partition officielle du pays.

Avec le changement de gouvernement à Kiev, les oligarques ukrainiens ont surtout choisi de changer de bailleur de fond. Ils passent de Moscou au FMI. Mais, en dernier recours, ce sont les travailleurs qui paieront les conséquences des négociations entre les puissances occidentales et la Russie. Le FMI a déjà annoncé qu'en échange d'un prêt de 15 milliards de dollars, il faudrait procéder à un approfondissement du plan d'ajustement structurel déjà en cours et augmenter le prix du gaz de 50 %. En réponse, la Russie a suspendu le prêt de 15 milliards qu'elle avait promis en décembre. Ce qui se profile pour les travailleurs ukrainiens, c'est une situation de misère effroyable encore plus grave que celle à laquelle sont confrontés les travailleurs et les jeunes de Grèce.

### Pour une Ukraine unie, indépendante et socialiste !

Dans ce contexte, l'exacerbation des nationalismes russe et ukrainien ne sert qu'à diviser les travailleurs d'Ukraine. Pour les militants ouvriers, il s'agit bel et bien de chercher à ouvrir une politique d'indépendance de classe que rejettent dos à dos les oligarques, les puissances impérialistes et la Russie. Il faut le dire explicitement, entre la Russie et le FMI, il n'y a pas de moindre mal.

Pour les militants marxistes révolutionnaires il s'agit de briser les barrières dressées par les oligarques entre les différents secteurs de la classe ouvrière d'Ukraine. Il s'agit d'organiser la mobilisation des masses autour de l'indépendance politique et de l'unité de la classe ouvrière et de toutes ses composantes. Il faut dénoncer l'annexion de la Crimée par la Russie. Il faut rejeter dos à dos la Russie et l'Union européenne (et l'Otan). Il faut avancer le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante, libre et socialiste ! C'est la seule manière de faire aboutir les justes revendications démocratiques et sociales des masses ukrainiennes.

# NON À

# L'AUSTÉRITÉ !

## Abandon immédiat du Pacte de responsabilité !

## Mobilisation unie et déterminée pour l'annulation de la dette !

<http://www.gsi-qi.org>

### Sommaire du n°141

- ✓ Édito - p.2
- ✓ Revue de presse sociale - p.3
- ✓ Lutttes de classe
  - \* La bureaucratie face au Pacte de responsabilité. - p.4
  - \* Éducation : Unité pour le maintien du décret 50 ! - p.6
- ✓ Élections municipales - p.7
  - \* Le rejet de l'austérité inflige une défaite historique au parti socialiste
- ✓ Jeunesse - p.9
  - \* Déterminés à nous battre jusqu'au bout !
- ✓ Annuler la dette - p.10
  - \* Les États-Unis, une puissance impérialiste fragilisée !
- ✓ International
  - \* Déclaration du Partido Socialismo y Libertad (PSL) du Venezuela - p.12
  - \* Que se passe-t-il en Ukraine ? - p.14